

CT "emplois" du 8 janvier 2013 : Liminaire

Monsieur le Président,

Vous convoquez de nouveau aujourd'hui, suite au boycott de toutes les organisations syndicales, le Comité Technique Local du Calvados avec pour unique point à l'ordre du jour de nouvelles suppressions d'emplois. Ce triste sujet revient chaque année sur le billot, inévitablement et aveuglément. Les Mayas avaient prévu la fin du monde pour le 21 décembre, leur prédiction ne s'est pas révélée. Mais à ce rythme de coupes sombres incessantes, les organisations syndicales prévoient la fin de la DGFIP pour bientôt.

Les fonctionnaires que nous sommes ne sont plus qu'une variable d'ajustement budgétaire.

**S'il fut un temps où le travail était une
richesse, aujourd'hui il ne serait donc plus
qu'un coût.**

La nomination d'un nouveau directeur général consécutive au changement de gouvernement aurait pu laisser augurer une rupture avec une politique destructrice de nos services. Mais l'annonce de la suppression de 2023 emplois pour 2013 à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) traduit la poursuite de la mise en œuvre de la RGPP !

Avec 23 nouveaux emplois supprimés dans le calvados au 1^{er} Janvier 2013, les services du département qui sont déjà à bout de souffle seront exsangues.

Le discours provocateur du gouvernement sur les ministères "prioritaires", et les autres qui ne le seraient donc pas, ne peut être accepté par les personnels que nous représentons. Dans la période de crise que traverse le pays, l'assiette et le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales, le contrôle, l'exécution des dépenses de l'État et de toutes les collectivités locales ne sont-ils pas des missions économiquement et socialement prioritaires ? Il suffirait pour le démontrer que les services de la DGFIP cessent totalement et durablement de fonctionner...

Force est donc de constater que nos gouvernements se suivent et se ressemblent. Les discours tonitruants se parant de la vertu républicaine ne sont en effet pas plus crédibles que les rodomontades entendues les années précédentes s'ils ne s'accompagnent pas d'actes concrets en rupture totale avec la politique de destruction des services publics régaliens enclenchée depuis plusieurs années !

En affaiblissant les services publics, en ne leur donnant plus les moyens d'assurer leurs missions l'État a créé les conditions de toutes les dérives.

Aucune considération pour les conditions de vie au travail, en dépit de tout un tas de mesures d'affichage, puisque la souffrance des agents augmente partout sans que vous ayez les moyens adéquats pour y répondre (même le plan annuel de prévention n'est pas financé depuis plusieurs années). Les collègues craquent, mutent pour aller voir si l'herbe est moins jaune ailleurs, demandent un Congé de Formation Professionnelle pour échapper à l'univers impitoyable de la DGFIP, se renseignent plus que jamais sur les possibilités de détachement, voire de démission, quand ils ne tombent pas finalement malades.

Aucune hygiène, quand le ménage n'est visiblement plus une priorité non plus.

Aucune reconnaissance, quand les plans de qualification deviennent un problème, quand le point d'indice est gelé, quand les fonctionnaires deviennent coupables d'être trop malades, quand l'harmonisation indemnitaire (par le haut, cela va sans dire) fait figure d'arlésienne dans cette fusion dont les agents de la DGFIP ne voulaient pas.

Quant aux rémunérations, elles sont aussi en souffrance, amputées par les journées de carence, par les cotisations "retraite" en hausse, par une harmonisation indemnitaire qui ne vient pas, par une augmentation significative du point d'indice qui ne vient pas non plus. Si l'on ajoute des frais de déplacements insuffisants, des grilles complètement écrasées, des échelons allongés, des avancements bloqués, des promotions internes ralenties et découragées, on obtient un mélange très amer pour les personnels de la DGFIP malmenés que nous sommes, dans un contexte de crise où tout coûte plus cher, à commencer par le logement et les énergies. De plus en plus de collègues se retrouvent dans des situations financières inquiétantes, certains vont vers les services sociaux, mais pas tous et d'autres pourtant très précaires restent hélas isolés.

"Moins de fonctionnaires, mieux payés" nous avait-on vendu il n'y a pas si longtemps.

Aujourd'hui plus personne n'ose dégainier cette propagande mensongère.

Comment faire aussi bien avec toujours moins? Les missions étaient manifestement mieux remplies auparavant et de plus en plus de tâches sont désormais laissées de côté. On ne suit que quelques indicateurs, qui ne reflètent en rien le travail réel à accomplir, carotte pour certains, de moins en moins nombreux, tant le découragement se lit à tous les niveaux.

Croyez-vous vraiment que les réductions incessantes des horaires d'ouverture au public réjouissent les contribuables ?

Croyez-vous vraiment que les ordonnateurs ne se plaignent pas de l'allongement des délais et de la qualité du service que nous leur rendons ?

La "bagatelle" d'environ 20% des effectifs a donc disparu en 12 ans dans le Calvados.

**23 suppressions d'emplois c'est encore 23 de trop,
C'est injustifié et insupportable !**

Pour conclure, nous dirons que si la **RGPP** (Ras-le-bol Général de Philippe Parini) n'existe soi-disant plus, c'est tout bonnement parce qu'elle a laissé la place à sa déclinaison nouvelle formule, version mutante mais non moins virulente, la **RGBB** : Ras-le-bol Général de Bruno Bézard !!!

Chaque suppression de poste est insupportable, **les représentants FO-DGFIP** ne discuteront aucun aménagement, aucune modification. Ils n'ont rien à négocier mais seulement à vous dire avec **FORCE** le ras le bol profond des personnels.

Seuls, le respect des agents, le respect de notre mandat, nous obligent à siéger aujourd'hui.